

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



49908  
Distr.  
GENERALE

E/CN.14/302  
28 octobre 1964

FRANCAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Septième session  
Nairobi, 9 - 23 février 1965

ETUDES ECONOMIQUES

Rapport de situation

1. Depuis le mois de mai 1964, c'est-à-dire depuis que la Division du commerce extérieur et des études et la Division du développement économique ont été remaniées, la Section des études économiques et la Section de la planification font toutes deux partie de la Division du développement économique. Au cours de l'année écoulée, la Section des études économiques s'est principalement occupée de la préparation de l'Etude sur la situation économique de l'Afrique.
2. Les travaux demandés par la Commission à sa deuxième session (paragraphe 85 du rapport de la deuxième session) ont commencé en 1963. Ils sont conçus pour donner également suite aux propositions, faites à d'autres sessions, au sujet des recherches à entreprendre sur les questions économiques et notamment sur les systèmes monétaires (Résolution 30 (III)) et les télécommunications et les transports (Résolution 106 (VI), 114 (VI)).
3. Il n'y a pas eu d'étude d'ensemble des problèmes africains portant sur les grands secteurs de la production, le commerce extérieur, etc. après l'Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950", qui repose sur les recherches faites au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Cette étude, qui traite d'un nombre assez limité de sujets, porte sur la période de 1950 à 1958, pendant laquelle les pays ayant accédé à l'indépendance étaient encore peu nombreux. Une analyse de l'évolution récente dans les différents pays africains pourra servir de base aux gouvernements pour confronter la marche de leur économie

avec celle de l'économie des autres pays et notamment des pays voisins dont les problèmes sont semblables. Il pourrait être utile aux pays qui élaborent des plans économiques de savoir pourquoi d'autres ont réussi ou ont échoué dans leurs efforts pour vaincre quelques-uns des principaux obstacles au développement économique, et de connaître les différences dans le rythme de développement des divers secteurs de l'économie d'un pays à l'autre.

4. Il a été décidé (conformément aux opinions exprimées par plusieurs représentants à la deuxième session) que l'Etude serait divisée en plusieurs tomes, consacré chacun à l'une des grandes sous-régions (Afrique du nord, Afrique de l'ouest et Afrique de l'est). Des conclusions générales valables sont plus faciles pour une sous-région que pour l'ensemble de l'Afrique. En outre, des études sous-régionales faciliteront l'élaboration de mesures pratiques dans le cadre de chaque sous-région, en vue de l'intégration économique. Les études de base pour servir à la rédaction de chaque tome consistent en une série de documents sur l'agriculture, l'industrie manufacturière etc. de chaque sous-région qui ont été préparés dans les 12 derniers mois à partir d'études par pays rédigées en 1963 (voir E/CN.14/252).

5. Une courte étude, qui traite de l'Afrique du Sud, a été entreprise pour que le continent tout entier soit étudié, parce que, une fois les problèmes politiques résolus, l'économie de l'Afrique du Sud aura un rôle important à jouer dans une économie africaine intégrée, et enfin, pour aider les gouvernements dans l'élaboration de leurs politiques et de leurs propositions concernant l'actuel gouvernement de la République Sud-Africaine.

6. Un des tomes exposera les aspects internationaux des problèmes économiques de l'Afrique compte tenu particulièrement des facteurs dont dépendent les exportations de produits manufacturés du continent. On tirera des études sous-régionales quelques conclusions générales valables pour l'ensemble du continent.

7. Chaque tome comprendra trois sections. La première sera consacrée à la situation actuelle de la région étudiée; la deuxième aura trait aux tendances que l'on peut en dégager et notamment aux facteurs de développement; la troisième traitera de l'évolution probable. Les ressources et les données statistiques étant limitées, on ne pourra étudier tous les pays de façon également poussée. On cherchera cependant, à rendre l'Etude aussi complète que possible tout en approfondissant l'examen des économies les plus importantes sur lesquelles la documentation est plus riche.

8. Les travaux relatifs au tome consacré à l'Afrique de l'ouest et l'étude sur l'Afrique du Sud sont achevés et les deux paraîtront en 1965. Le tome traitant de l'Afrique du nord est très avancé et paraîtra peut-être avant la fin de 1965. Les travaux préliminaires relatifs aux tomes portant sur l'Afrique de l'est et sur l'Afrique dans l'économie mondiale ont été mis en route. On pense qu'ils seront achevés en 1965.

9. L'étude relève essentiellement de la Section des études économiques, les travaux sont, pour une large part, confiés à la Section de la planification et à d'autres services du secrétariat qui ont apporté des matériaux et présenté des observations concernant les avant-projets. Les institutions spécialisées ont aussi procuré des données, qui ont été utilisées, et le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe a prêté son concours.

10. La deuxième activité qui a absorbé une partie importante des ressources de la Section est l'Etude économique de la Zambie. La Mission des Nations Unies qui l'a entreprise a été désignée conjointement par la Commission économique pour l'Afrique et par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, qui s'est surtout chargée de la préparation de la partie du rapport traitant des terres et de l'agriculture. Les travaux avaient été demandés par le Gouvernement de la Zambie qui souhaitait disposer avant l'accession à l'indépendance, d'un **cadre de programme général de développement** pour servir à l'élaboration d'une politique rationnelle de croissance économique accélérée. La Mission, qui comprenait 6 membres et 16 consultants, a examiné en détail tous les aspects de l'économie du pays et après sept mois de travail a

présenté au Gouvernement un rapport contenant sur de nombreuses questions des recommandations qui doivent servir, selon le voeu du Gouvernement, de cadre pour un plan national intégré.

11. - Toutes les ressources de la Section ayant été absorbées par ces deux tâches, un seul numéro du Bulletin économique pour l'Afrique a été préparé en 1964. A noter que le numéro à venir compensera cette lacune par la grande variété des sujets qui seront traités. Outre l'aperçu habituel de la conjoncture économique mondiale et de l'évolution du commerce extérieur de la région et de quelques pays, on étudiera dans ce numéro le comportement du marché de certains produits importants de la région et on appellera ainsi, l'attention sur un sujet pour lequel la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a suscité un vif intérêt dans le monde. Ce numéro contiendra aussi quatre articles spéciaux, tous d'actualité. Deux de ces articles traitent des données générales des plans de développement de deux pays - le Congo (Léopoldville) et la Zambie (Voir E/CN.14/325, Partie B; voir aussi plus haut). Un troisième article (les transports intérieurs en Afrique de l'ouest) traitera d'un facteur qui freine fortement la croissance, facteur que l'on retrouve dans toutes les sous-régions et que le secrétariat étudie au plan régional. La dernière étude spéciale qui porte sur les tendances et les niveaux démographiques récents en Afrique, examine les tendances passées et futures de la population.

12. Le Conseiller régional pour les études économiques et le Conseiller régional pour la politique financière ont mis en chantier divers travaux touchant notamment la recherche et l'assistance directe aux gouvernements. Le Conseiller pour les études économiques a aidé à l'organisation de recherches économiques pour la planification du développement où une place importante était réservée à la comptabilité nationale. Le Conseiller pour la politique financière a assisté deux gouvernements, l'un en matière de législation relative aux banques commerciales, l'autre sur les aspects financiers de la planification du développement.